

Séance ordinaire du jeudi 11 juillet 2024

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

L'an deux-mille-vingt-quatre et le onze juillet, les membres du Conseil municipal, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire, Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 65

Administration générale

Présents :

Georges ARDISSON, Eddine ARIZTEGUI, Michel ASLANIAN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Françoise BOUTET-WAISS, Véronique BRUNET, Elodie BRUN-MANDON, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Mickaël DIORE, Caroline DUFOIX, Maryse FAYE, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Salim JAWHARI, Stéphane JOUAULT, Mustapha LAOUKIRI, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Agnès ROBIN, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Mikel SEBLIN, Radia TIKOUK, Alban ZANCHIELLO.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L. 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Tasnine AKBARALY ayant donné pouvoir à Françoise BOUTET-WAISS, Nadia AKIL ayant donné pouvoir à Véronique BRUNET, Mohed ALTRAD ayant donné pouvoir à Serge GUISEPPIN, Christian ASSAF ayant donné pouvoir à Christophe BOURDIN, Roger-Yannick CHARTIER ayant donné pouvoir à Mikel SEBLIN, Fanny DOMBRE-COSTE ayant donné pouvoir à Michaël DELAFOSSE, Abdi EL KANDOUSSI ayant donné pouvoir à Isabelle MARSALA, Hind EMAD ayant donné pouvoir à Nicole MARIN-KHOURY, Julie FRÊCHE ayant donné pouvoir à Michel CALVO, Clare HART ayant donné pouvoir à Maryse FAYE, Mylvia HOUGUET ayant donné pouvoir à Yvan NOSBE, Stéphanie JANNIN ayant donné pouvoir à Salim JAWHARI, Bruno PATERNOT ayant donné pouvoir à Manu REYNAUD, Célia SERRANO ayant donné pouvoir à Coralie MANTION, François VASQUEZ ayant donné pouvoir à Catherine RIBOT.

Absents / Excusés :

Luc ALBERNHE, Jacques DOMERGUE, Alenka DOULAIN, Flora LABOURIER, Mustapha MAJDOUL, Sophiane MANSOURIA, Patricia MIRALLES, Clothilde OLLIER, Philippe SAUREL, Bernard TRAVIER, Joëlle URBANI, Annie YAGUE

Relations institutionnelles entre la Ville et Montpellier Méditerranée Métropole - Convention de service commun - Avenant - Autorisation de signature

Monsieur Michel ASLANIAN, Adjoint au Maire, rapporte :

Le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014 a créé la métropole dénommée « *Montpellier Méditerranée Métropole* » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier. A la suite de cette création, la Ville de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole ont décidé de s'engager dans une démarche de convergence de leurs administrations, reposant sur la mutualisation progressive de leurs services, dans un esprit de coopération renforcée.

Les dispositions de l'article L.5211-4-2 du Code général des collectivités territoriales (CGCT) définissent le cadre juridique pour la mise en œuvre de services communs entre un établissement public de coopération intercommunale à fiscalité propre et une ou plusieurs de ses communes membres, en dehors des compétences transférées. Depuis 2015, un certain nombre de services communs entre la Ville de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole ont ainsi été créés.

Dans le cadre de la mise en place d'une nouvelle organisation des services dont l'ambition est d'offrir plus de lisibilité, de transparence et une meilleure efficacité de fonctionnement, en cohérence avec les objectifs de politiques publiques, des services communs correspondant aux différents pôles qui comprennent des directions à la fois de la Ville et de la Métropole ont été créés par délibération des assemblées délibérantes de Montpellier Méditerranée Métropole et de la Ville de Montpellier en date respectivement du 14 et 16 décembre 2021. Au vu de l'avancée des réorganisations, il convient de créer les services communs suivants :

La Mission Action Extérieure et Relations Internationales : dont la mutualisation a pour objectif de doter les deux collectivités d'un interlocuteur unique en support de l'ensemble des pôles sur les questions internationales, qui prennent aujourd'hui une part croissante dans leur activité.

Le Pôle Mobilités : dont la mutualisation conjointe aux ajustements organisationnels offrira à la Ville de Montpellier et à Montpellier Méditerranée Métropole une transversalité et une rationalisation des efforts déployés, afin de faire face aux enjeux liés au thème de la mobilité.

Il convient également d'élargir le service commun suivant à de nouveaux postes afin de répondre aux enjeux organisationnels :

Le Pôle Biodiversité Paysages Agroécologie et Alimentation : dont la réorganisation doit permettre de rassembler les équipes afin de répondre à 3 enjeux stratégiques : la préservation de la biodiversité locale et méditerranéenne, l'animation de la politique agro-écologique et alimentaire, et le développement et la gestion patrimoniale des espaces, propriétés de la Ville de Montpellier et de Montpellier Méditerranée Métropole, dédiés à la nature et à l'agroécologie.

Les conventions de services communs précisent les modalités de cette mise en commun et notamment les postes concernés ainsi que les clés de répartition financière entre la Ville et la Métropole pour chacun des services communs.

Ces services communs ont fait l'objet d'un avis des Comités sociaux territoriaux de la Ville et la Métropole en juin 2024.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'approuver les termes des avenants et des conventions de services communs du Pôle Mobilités, du Pôle Biodiversité Paysages Agroécologie et Alimentation et de la Mission Action Extérieures et Relations internationales ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget de la Ville de Montpellier ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer les conventions, ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 49 voix

Contre : 0 voix

Abstentions : 4 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 19 juillet 2024

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 19 juillet 2024

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- Convention de SC MAERI 2024.docx
- Convention de SC PMOB.docx
- Avenant PBP2A 2024.docx

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur
034-213401722-20240711-271359-DE-1-1
Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture : 19/07/24
Réception en Préfecture : 19/07/24

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification, en vertu de l'article R. 421-5 du Code de justice administrative. Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site internet www.telerecours.fr.



CONVENTION SERVICE COMMUN MISSION ACTION EXTERIEURE ET RELATIONS INTERNATIONALES

SOMMAIRE

Article 1 : Objet	2
Article 2 : Conditions générales.....	3
Article 3 : Responsabilité	3
Article 4 : Transfert de l'autorité	4
Article 5 : Situation du personnel mutualisé.....	4
Article 6 : Modalités financières.....	4
Article 7 : Durée résiliation	5
Article 8 : Litiges.....	5

Entre **Montpellier Méditerranée Métropole**, représentée par Monsieur Joël Raymond, Vice-Président délégué aux Ressources Humaines et au Dialogue social, dûment habilité par délibération en date du 17 décembre 2020, ci-après dénommé « la Métropole », d'une part,

Et **La Ville de Montpellier**, représentée par Monsieur Michel ASLANIAN, Adjoint au Maire délégué aux Finances, à l'évaluation des politiques publiques, aux Ressources Humaines et au Dialogue social, dûment habilité par délibération en date du 14 décembre 2020, ci-après dénommé « la Ville », d'autre part.

Vu Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment son article L.5211-4-2,

Vu Les avis des Comités sociaux territoriaux de la Métropole et de la Ville en date respectivement des **XX** juin 2024 et **XX** juin 2024,

Vu Les délibérations n°M2024-**XXX** de la Métropole en date du **XX** juillet 2024 et n° V2024-**XXX** de la Ville en date du **XX** juillet 2024,

PREAMBULE

Les lois **n°2010-1563** du 16 décembre 2010, **n°2012-281** du 29 février 2012, **n°2014-58** du 27 janvier 2014 ainsi que la loi NOTRe **n°2015-991** du 7 août 2015 ont défini un cadre juridique pour la mise en œuvre de services communs entre un établissement public de coopération intercommunale à fiscalité propre et une ou plusieurs de ses communes membres, en dehors des compétences transférées.

Par convention en date du 22 décembre 2014, la Communauté d'Agglomération de Montpellier et la Ville de Montpellier ont créé un service commun de direction générale des services, cette mutualisation concernait le seul poste de Directeur général des services.

Le décret **n°2014-1605** du 23 décembre 2014 a créé la métropole dénommée « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier. Concomitamment à cette évolution, la Métropole et la Ville ont renforcé leur démarche de mutualisation et progressivement élargi le service commun de direction générale des services à l'ensemble de la ligne de direction générale.

Aux côtés du Directeur Général des Services et des Directeurs Généraux Délégués, les pôles seront les garants de la mise en œuvre des politiques publiques, des objectifs et du délai de réalisation.

La présente convention s'inscrit dans le cadre de la mise en place d'une nouvelle organisation des services dont l'ambition est d'offrir plus de lisibilité, de transparence et une meilleure efficacité de fonctionnement, en cohérence avec les objectifs de politiques publiques.

La politique internationale est un axe stratégique fort de l'action menée par les équipes de la Ville et de la Métropole de Montpellier. Elle permet, par la mise en réseau entre territoires du monde entier, de fluidifier les échanges de bonnes pratiques, de permettre la mobilité et le rayonnement des acteurs locaux, et de construire avec des partenaires internationaux les conditions d'une ville et d'une métropole attractives dans le respect des enjeux de demain.

Au vu de l'évolution de l'internationalisation des missions d'un grand nombre de pôles de l'administration, la mutualisation de la Mission Action Extérieure et Relations Internationales permettra de doter les deux collectivités d'un interlocuteur unique en support de l'ensemble des pôles sur les questions internationales, qui prennent aujourd'hui une part croissante dans leur activité.

La présente convention vient organiser les modalités de mise en commun de cette mission.

IL A ETE CONVENU ET ARRETE CE QUI SUIVIT :

Article 1 : Objet

La mise en place de ce service commun s'exerce dans les conditions fixées par la présente convention, en vertu de l'article L.5211-4-2 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Le mot mutualisation et le verbe mutualiser caractérisent ainsi la situation de mise en commun visée au précédent alinéa.

La présente convention a pour objet de définir entre la Métropole et la Ville de Montpellier, les modalités relatives au **service commun de la Mission Action Extérieure et Relations Internationales**.

Le service commun porte sur l'entièreté de la Mission, à l'exception du poste de Directeur de la Maison de Montpellier à Heidelberg, soit :

- Le poste de directeur de la Mission action extérieure et relations internationales,
- Les postes de Coordonnateur des espaces internationaux, d'Agent polyvalent des espaces internationaux,
- Les postes d'Assistant de la mission et de Chargé des relations consulaires et associatives,
- L'unité relations partenariales et institutionnelles qui comprend les postes de Responsable d'unité, de Chargés d'accueil et d'hospitalité, et de Chargé des mobilités étudiantes,
- Les postes de Chargé de mission relations projets internationaux innovants et de Chargé de mission Afrique,
- Le poste de Chargé de mission coopération décentralisée et gestion de projets internationaux

Article 2 : Conditions générales

Ce service commun est géré par la Métropole, où est établie sa résidence administrative.

La Métropole est habilitée à pourvoir aux remplacements et renforts des effectifs nécessaires.

Elle met en œuvre, le cas échéant, les créations et suppressions de postes proposées par la direction générale mutualisée.

Article 3 : Responsabilité

Chaque collectivité restera responsable, vis-à-vis des tiers, des décisions prises dans le cadre de l'exercice de ses compétences. Par conséquent, les initiatives et décisions à prendre par chacune des collectivités relèveront des autorités et organes qui lui sont propres.

Ainsi, la Métropole et la Ville assumeront chacune et indépendamment la responsabilité des actes et décisions, contrats et engagements de toute nature nonobstant l'intervention du service commun.

De même, la Métropole et la Ville conserveront chacune et indépendamment, la complète responsabilité du processus de décision et des décisions relatives aux domaines de compétences relevant de leurs propres services.

Article 4 : Transfert de l'autorité

En fonction de la mission réalisée, le service commun est placé sous l'autorité fonctionnelle du Président de la Métropole ou sous celle du Maire de la Ville.

Le Président ou le Maire adresse directement toutes instructions nécessaires à l'exécution des tâches qu'il lui confie.

Le Président ou le Maire peut donner, par arrêté, sous sa surveillance et sa responsabilité, délégation de signature pour l'exécution des missions qui lui sont confiées.

Article 5 : Situation du personnel mutualisé

Les fonctionnaires et agents non titulaires qui remplissent en totalité leurs fonctions dans le service mis en commun sont transférés de plein droit, selon les conditions prévues par la fiche d'impact annexée à la présente (annexe 1).

Les personnels du service commun sont gérés par la Métropole, qui exerce tous les pouvoirs de l'autorité hiérarchique et territoriale à l'égard de ses agents.

A ce titre la Métropole est notamment compétente pour les décisions relatives à la carrière, la rémunération, la formation, l'organisation, les congés, les conditions et la durée du travail.

La Métropole procède à l'évaluation annuelle et exerce le pouvoir disciplinaire, le cas échéant après avoir été saisie par la Ville.

La Commission Administrative Paritaire et le Comité Social Territorial compétents sont ceux de la Métropole. Les règles d'avancement de grade et de promotion interne sont celles fixées par les lignes directrices de gestions approuvées par la Métropole.

Le service commun relève, selon les règles établies par la Métropole, de ses avantages salariaux et des prestations de son Comité d'actions sociales, sportives et culturelles.

Article 6 : Modalités financières

Les frais afférents aux missions exercées par les services communs (masse salariale, fournitures, locaux, téléphone, assurances...) sont partagés entre la Métropole et la Ville selon la clé de répartition suivante :

Métropole	Ville
50%	50%

Le remboursement est effectué semestriellement selon les modalités de calculs détaillées en annexe 2.

Le Président de la Métropole ou le Maire de la Ville peuvent solliciter la révision des clefs de répartition, dans la limite d'une révision annuelle. La révision est décidée d'un commun accord.

En revanche, les besoins nécessaires au fonctionnement distinct de chacune des entités (fournitures, services et travaux en lien avec les compétences exercées, logiciels...) feront l'objet de commandes (marchés) au nom de chaque membre bénéficiaire du service commun.

Dans ce dernier cas, chaque entité pourra soit actionner son propre marché ou convenir de passer un groupement de commande entre la Métropole et la Ville. Il appartiendra à chaque convention d'en définir les modalités pratiques et financières.

Article 7 : Durée résiliation

Les conventions de services communs conclues entre la Ville et la Métropole sont reconduites de manière expresse et sans limitation de durée.

La présente convention entrera en vigueur le 1^{er} du mois suivant la signature de la convention.

Elles pourront être dénoncées par le Président ou le Maire à tout moment par courrier. Cette décision fait l'objet d'une information des assemblées délibérantes de chacune des collectivités et prend effet au premier jour du mois suivant cette information.

Article 8 : Litiges

La Métropole et la Ville s'engagent à rechercher une solution amiable à tout litige pouvant survenir dans l'exécution des présentes. A défaut de résolution amiable, le Tribunal Administratif de Montpellier sera compétent.

Fait à Montpellier le _____

Pour Montpellier Méditerranée Métropole,
ci-dessus dénommée « La Métropole »

Pour la Ville de Montpellier, ci-dessus
dénommée « La Ville »

Le Vice-Président délégué aux Ressources
Humaines et au Dialogue Social,

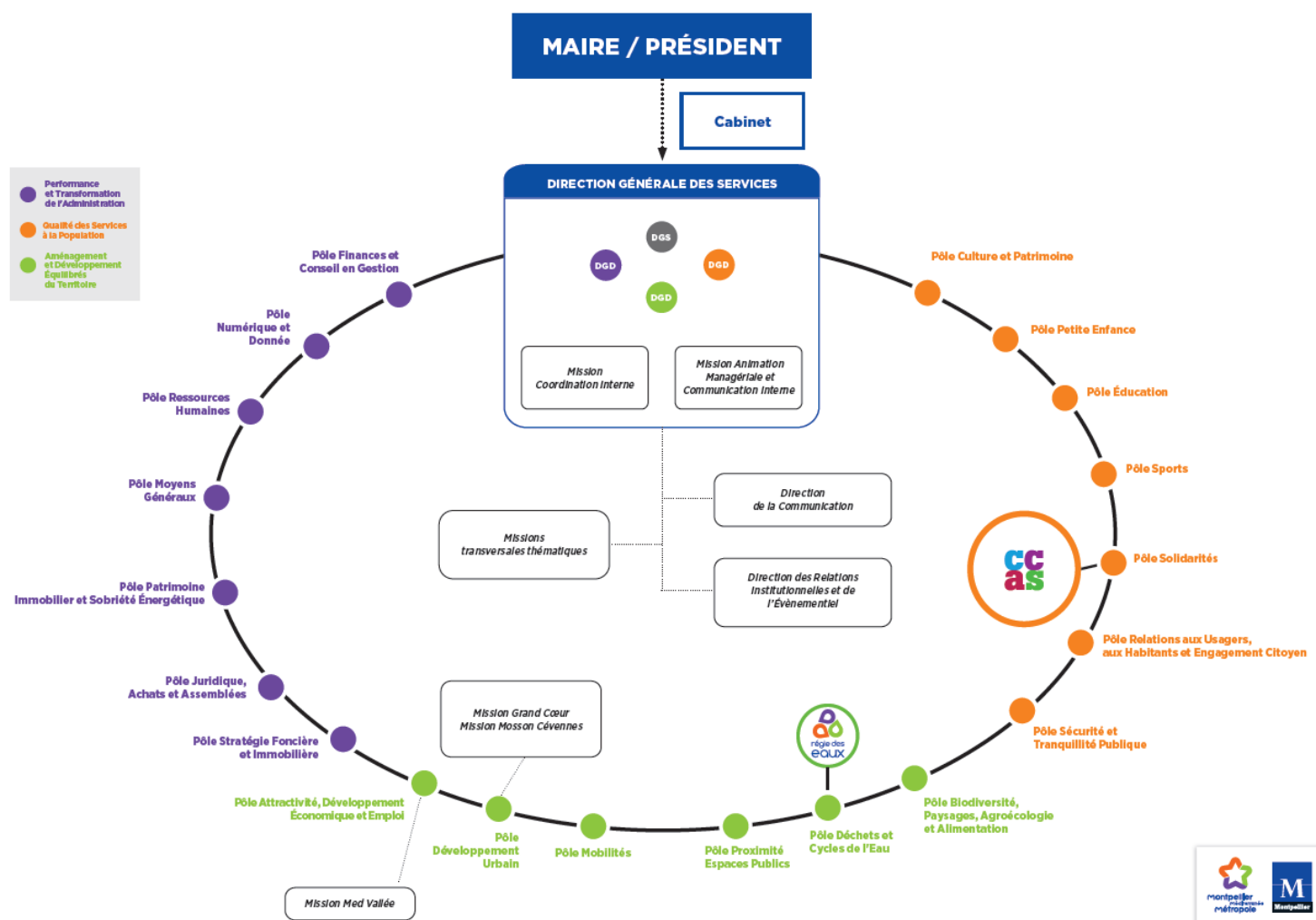
L'adjoint au Maire, délégué aux Finances, à
l'évaluation des politiques publiques, aux
Ressources humaines et au Dialogue social,

Joël RAYMOND

Michel ASLANIAN

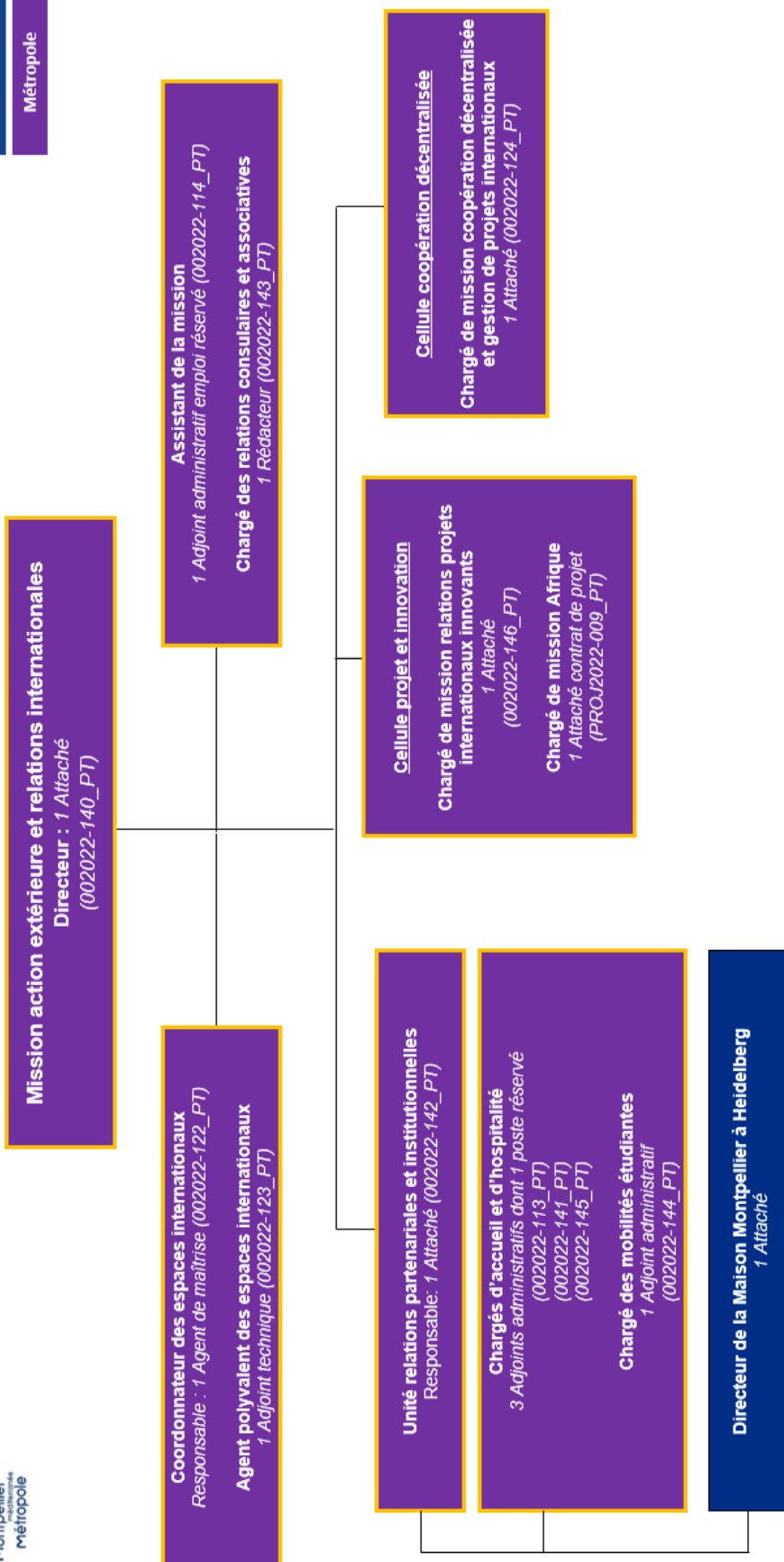
Annexe 1 – Fiches Impact

IMPACT SUR L'ORGANISATION



Mission action extérieure et relations internationales

Mutualisé
Ville
Métropole



IMPACT SUR LES CONDITIONS DE TRAVAIL

Lieu de travail : les locaux de travail restent inchangés à la date de la création du service commun.

Horaires de travail : la création du service commun n'influe aucunement sur l'organisation du temps de travail mise en place en fonction des besoins et spécificités des services. Les aménagements du temps de travail sont organisés selon les dispositifs en vigueur à la Métropole. L'harmonisation de la politique RH des deux collectivités garantit à terme la continuité des conditions de travail entre la Ville et la Métropole.

Outils de travail : Les outils de travail nécessaires à l'exercice des missions restent les mêmes et évolueront le cas échéant en fonction des besoins spécifiques à chaque service.

IMPACTS SUR LA REMUNERATION

Outre les éléments statutaires de rémunération qui continuent d'être versés selon les conditions réglementaires en vigueur, en application de l'article L. 5111-7 I. du Code Général des Collectivités Territoriales, les agents transférés dans le service commun conservent, s'ils y ont intérêt, le bénéfice du régime indemnitaire qui leur était applicable ainsi que, à titre individuel, les avantages acquis en application du troisième alinéa de l'article 111 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale.

En application de l'article L. 5111-7 I bis., les agents conservent, s'ils y ont intérêt, le bénéfice des participations qui leur étaient applicables au titre d'un label prévu au même article 88-2 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 précitée.

Annexe 2 – Notice de calcul

Les frais afférents aux missions exercées par les services communs sont partagés entre la Métropole et la Ville selon les modalités suivantes :

Masse salariale du service commun	A
Frais personnel support (DRH, finances...)	$6 \% \times A = B$
Frais de structure	$3\% \times (A+B) \times C = D$

L'entité gestionnaire du service commun facture la masse salariale du service commun à hauteur de la clé de répartition (A).

L'entité gestionnaire du service commun facture les frais de personnel support à hauteur de la clé de répartition (B).

L'entité qui héberge le service commun facture les frais de structure à hauteur de la clé de répartition (D).

Dans le cas présent, la clé appliquée est la suivante :

Métropole	Ville
0 %	100 %

NB : La collectivité qui héberge physiquement le service commun refacture, à l'autre les frais de structure (3%) correspondants à la clef de répartition.

Si les 2 collectivités hébergent physiquement des agents, elles se refacturent l'une et l'autre des frais de structure.

Annexe 3 – Liste des postes mutualisés

Collectivité d'origine	Libellé service cible	Code du poste	Libellé poste cible
Métropole	DGS/MAERI	002022-140_PT	Directeur de la Mission Action Extérieure et Relations Internationales
Métropole	DGS/MAERI	002022-114_PT	Assistant de la mission
Métropole	DGS/MAERI	002022-143_PT	Chargé des relations consulaires et associatives
Métropole	DGS/MAERI/EI	002022-122_PT	Coordonnateur des espaces internationaux
Métropole	DGS/MAERI/EI	002022-123_PT	Agent polyvalent des espaces internationaux
Métropole	DGS/MAERI/URPI	002022-142_PT	Responsable de l'unité relations partenariales et institutionnelles
Métropole	DGS/MAERI/URPI	002022-113_PT	Chargé d'accueil et d'hospitalité
Métropole	DGS/MAERI/URPI	002022-141_PT	Chargé d'accueil et d'hospitalité
Métropole	DGS/MAERI/URPI	002022-145_PT	Chargé d'accueil et d'hospitalité
Métropole	DGS/MAERI/URPI	002022-144_PT	Chargé des mobilités étudiantes
Métropole	DGS/MAERI	002022-146_PT	Chargé de mission relations projets internationaux innovants
Métropole	DGS/MAERI	PROJ2022-009_PT	Chargé de mission Afrique
Métropole	DGS/MAERI	002022-124_PT	Chargé de mission coopération décentralisée et gestion de projets internationaux



CONVENTION SERVICE COMMUN PÔLE DES MOBILITES

SOMMAIRE

Article 1 : Objet	2
Article 2 : Conditions générales	3
Article 3 : Responsabilité	3
Article 4 : Transfert de l'autorité	4
Article 5 : Situation du personnel mutualisé	4
Article 6 : Modalités financières	4
Article 7 : Durée résiliation	5
Article 8 : Litiges	5

Entre **Montpellier Méditerranée Métropole**, représentée par Monsieur Joël Raymond, Vice-Président délégué aux Ressources Humaines et au Dialogue social, dûment habilité par délibération en date du 17 décembre 2020, ci-après dénommé « la Métropole », d'une part,

Et **La Ville de Montpellier**, représentée par Monsieur Michel ASLANIAN, Adjoint au Maire délégué aux Finances, à l'évaluation des politiques publiques, aux Ressources Humaines et au Dialogue social, dûment habilité par délibération en date du 14 décembre 2020, ci-après dénommé « la Ville », d'autre part.

Vu Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment son article L.5211-4-2,

Vu Les avis des Comités sociaux territoriaux de la Métropole et de la Ville en date respectivement des **XX** juin 2024 et **XX** juin 2024,

Vu Les délibérations n°M2024-**XXX** de la Métropole en date du **XX** juillet 2024 et n° V2024-**XXX** de la Ville en date du **XX** juillet 2024,

PREAMBULE

Les lois **n°2010-1563** du 16 décembre 2010, **n°2012-281** du 29 février 2012, **n°2014-58** du 27 janvier 2014 ainsi que la loi NOTRe **n°2015-991** du 7 août 2015 ont défini un cadre juridique pour la mise en œuvre de services communs entre un établissement public de coopération intercommunale à fiscalité propre et une ou plusieurs de ses communes membres, en dehors des compétences transférées.

Par convention en date du 22 décembre 2014, la Communauté d'Agglomération de Montpellier et la Ville de Montpellier ont créé un service commun de direction générale des services, cette mutualisation concernait le seul poste de Directeur général des services.

Le décret **n°2014-1605** du 23 décembre 2014 a créé la métropole dénommée « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier. Concomitamment à cette évolution, la Métropole et la Ville ont renforcé leur démarche de mutualisation et progressivement élargi le service commun de direction générale des services à l'ensemble de la ligne de direction générale.

Aux côtés du Directeur Général des Services et des Directeurs Généraux Délégués, les pôles seront les garants de la mise en œuvre des politiques publiques, des objectifs et du délai de réalisation.

Le Pôle des Mobilités, ayant fait l'objet d'une réorganisation en janvier 2023, procède aujourd'hui à des ajustements visant à offrir plus de lisibilité, de transparence et une meilleure efficacité de fonctionnement, en cohérence avec les objectifs de politiques publiques. Face aux enjeux liés au thème de la mobilité, la Ville et la Métropole de Montpellier souhaitent mettre en commun un certain nombre de postes à travers la création d'un service commun.

La présente convention vient organiser les modalités de mise en commun de ces postes.

IL A ETE CONVENU ET ARRETE CE QUI SUIT :

Article 1 : Objet

La mise en place de ce service commun s'exerce dans les conditions fixées par la présente convention, en vertu de l'article L.5211-4-2 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Le mot mutualisation et le verbe mutualiser caractérisent ainsi la situation de mise en commun visée au précédent alinéa.

La présente convention a pour objet de définir entre la Métropole et la Ville de Montpellier, les modalités relatives au **service commun du Pôle des Mobilités**.

Le service commun porte sur une partie du Pôle Mobilités, soit :

- Le poste de directeur de pôle
- Le poste de directeur adjoint de pôle
- Le poste de responsable de service Déplacements opérationnels
- Le poste de chef de projet Sécurité écoles et accidentologie
- L'unité Expertise réglementation sécurité et signalisation dans son entièreté
- Le poste de responsable de l'unité Comptages et observatoire trafic
- Le poste de responsable du service Ressources ainsi que les postes d'assistants administratifs et RH

Article 2 : Conditions générales

Ce service commun est géré par la Métropole, où est établie sa résidence administrative.

La Métropole est habilitée à pourvoir aux remplacements et renforts des effectifs nécessaires.

Elle met en œuvre, le cas échéant, les créations et suppressions de postes proposées par la direction générale mutualisée.

Article 3 : Responsabilité

Chaque collectivité restera responsable, vis-à-vis des tiers, des décisions prises dans le cadre de l'exercice de ses compétences. Par conséquent, les initiatives et décisions à prendre par chacune des collectivités relèveront des autorités et organes qui lui sont propres.

Ainsi, la Métropole et la Ville assumeront chacune et indépendamment la responsabilité des actes et décisions, contrats et engagements de toute nature nonobstant l'intervention du service commun.

De même, la Métropole et la Ville conserveront chacune et indépendamment, la complète responsabilité du processus de décision et des décisions relatives aux domaines de compétences relevant de leurs propres services.

Article 4 : Transfert de l'autorité

En fonction de la mission réalisée, le service commun est placé sous l'autorité fonctionnelle du Président de la Métropole ou sous celle du Maire de la Ville.

Le Président ou le Maire adresse directement toutes instructions nécessaires à l'exécution des tâches qu'il lui confie.

Le Président ou le Maire peut donner, par arrêté, sous sa surveillance et sa responsabilité, délégation de signature pour l'exécution des missions qui lui sont confiées.

Article 5 : Situation du personnel mutualisé

Les fonctionnaires et agents non titulaires qui remplissent en totalité leurs fonctions dans le service mis en commun sont transférés de plein droit, selon les conditions prévues par la fiche d'impact annexée à la présente (annexe 1).

Les personnels du service commun sont gérés par la Métropole, qui exerce tous les pouvoirs de l'autorité hiérarchique et territoriale à l'égard de ses agents.

A ce titre la Métropole est notamment compétente pour les décisions relatives à la carrière, la rémunération, la formation, l'organisation, les congés, les conditions et la durée du travail.

La Métropole procède à l'évaluation annuelle et exerce le pouvoir disciplinaire, le cas échéant après avoir été saisie par la Ville.

La Commission Administrative Paritaire et le Comité Social Territorial compétents sont ceux de la Métropole. Les règles d'avancement de grade et de promotion interne sont celles fixées par les lignes directrices de gestions approuvées par la Métropole.

Le service commun relève, selon les règles établies par la Métropole, de ses avantages salariaux et des prestations de son Comité d'actions sociales, sportives et culturelles.

Article 6 : Modalités financières

Les frais afférents aux missions exercées par les services communs (masse salariale, fournitures, locaux, téléphone, assurances...) sont partagés entre la Métropole et la Ville selon la clé de répartition suivante :

Métropole	Ville
84%	16%

Le remboursement est effectué semestriellement selon les modalités de calculs détaillées en annexe 2.

Le Président de la Métropole ou le Maire de la Ville peuvent solliciter la révision des clefs de répartition, dans la limite d'une révision annuelle. La révision est décidée d'un commun accord.

En revanche, les besoins nécessaires au fonctionnement distinct de chacune des entités (fournitures, services et travaux en lien avec les compétences exercées, logiciels...) feront l'objet de commandes (marchés) au nom de chaque membre bénéficiaire du service commun.

Dans ce dernier cas, chaque entité pourra soit actionner son propre marché ou convenir de passer un groupement de commande entre la Métropole et la Ville. Il appartiendra à chaque convention d'en définir les modalités pratiques et financières.

Article 7 : Durée résiliation

Les conventions de services communs conclues entre la Ville et la Métropole sont reconduites de manière expresse et sans limitation de durée.

La présente convention entrera en vigueur le 1^{er} du mois suivant la signature de la convention.

Elles pourront être dénoncées par le Président ou le Maire à tout moment par courrier. Cette décision fait l'objet d'une information des assemblées délibérantes de chacune des collectivités et prend effet au premier jour du mois suivant cette information.

Article 8 : Litiges

La Métropole et la Ville s'engagent à rechercher une solution amiable à tout litige pouvant survenir dans l'exécution des présentes. A défaut de résolution amiable, le Tribunal Administratif de Montpellier sera compétent.

Fait à Montpellier le _____

Pour Montpellier Méditerranée Métropole,
ci-dessus dénommée « La Métropole »

Pour la Ville de Montpellier, ci-dessus
dénommée « La Ville »

Le Vice-Président délégué aux Ressources
Humaines et au Dialogue Social,

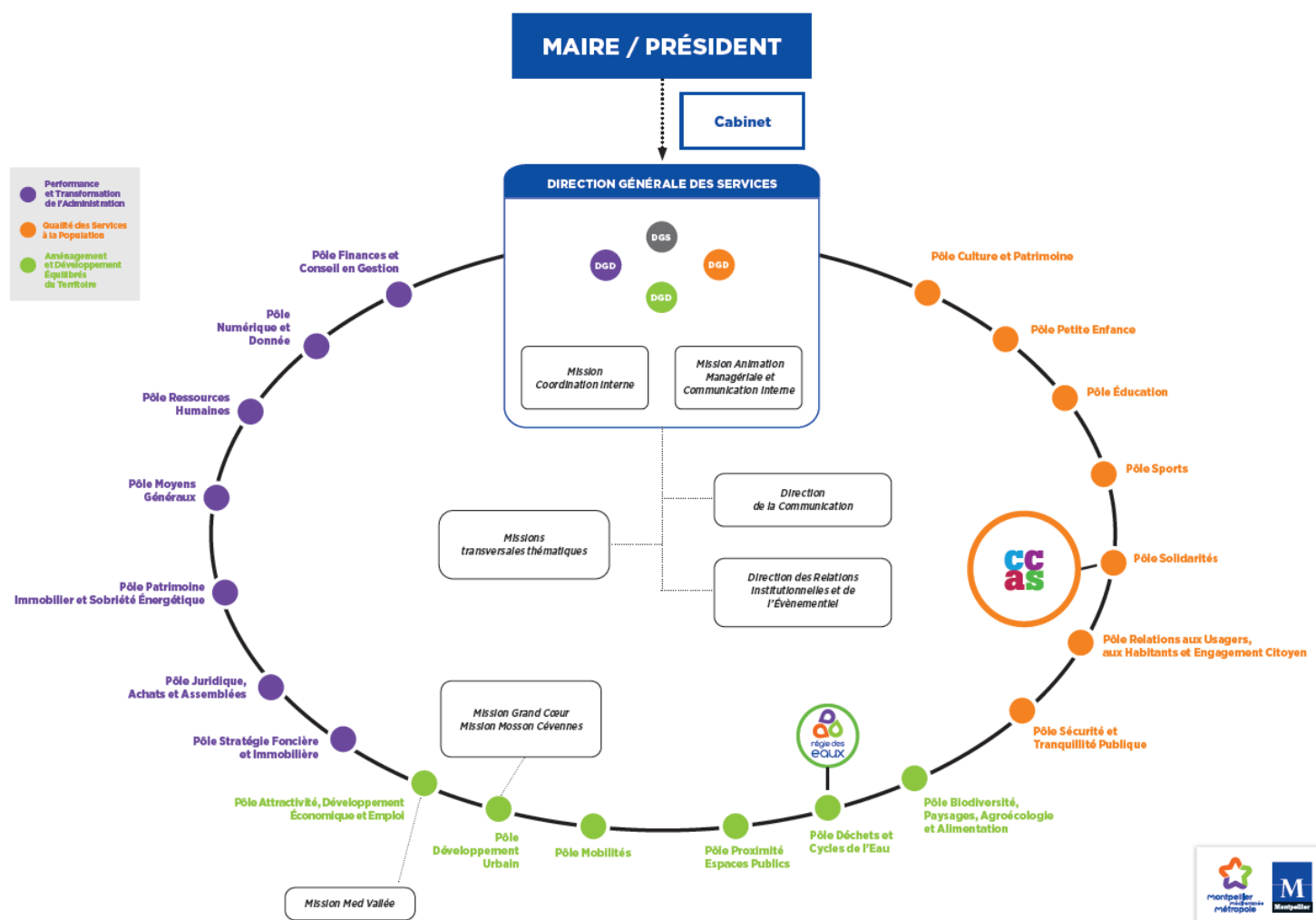
L'adjoint au Maire, délégué aux Finances, à
l'évaluation des politiques publiques, aux
Ressources humaines et au Dialogue social,

Joël RAYMOND

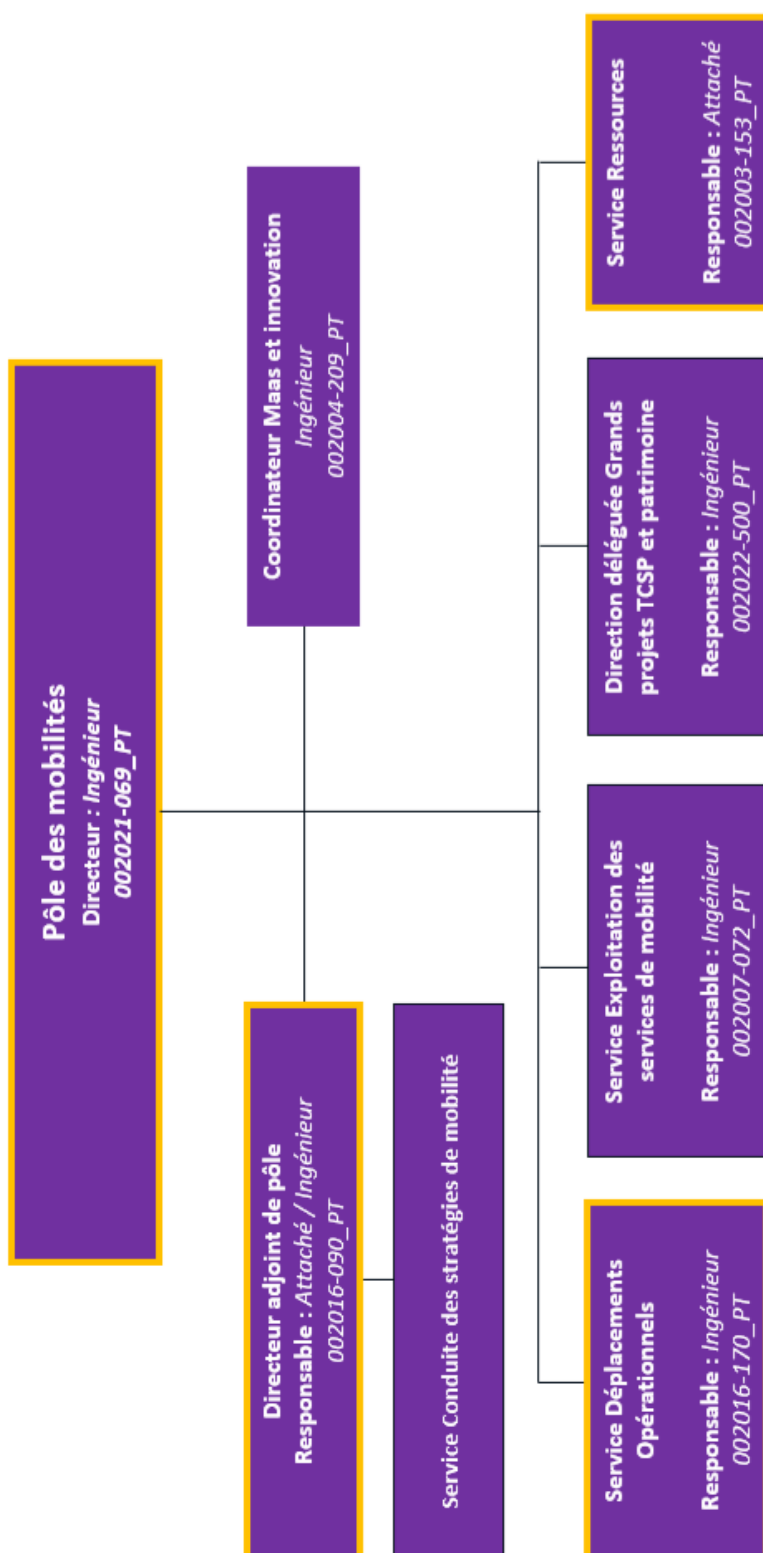
Michel ASLANIAN

Annexe 1 – Fiches Impact

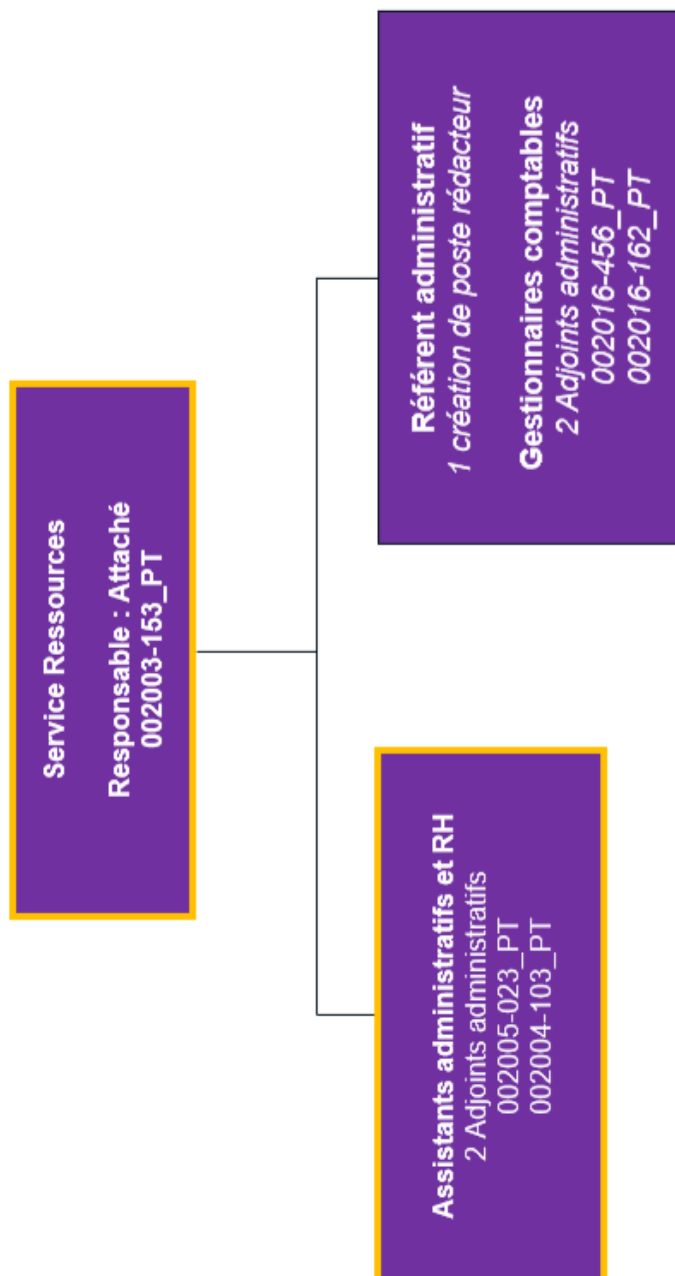
IMPACT SUR L'ORGANISATION



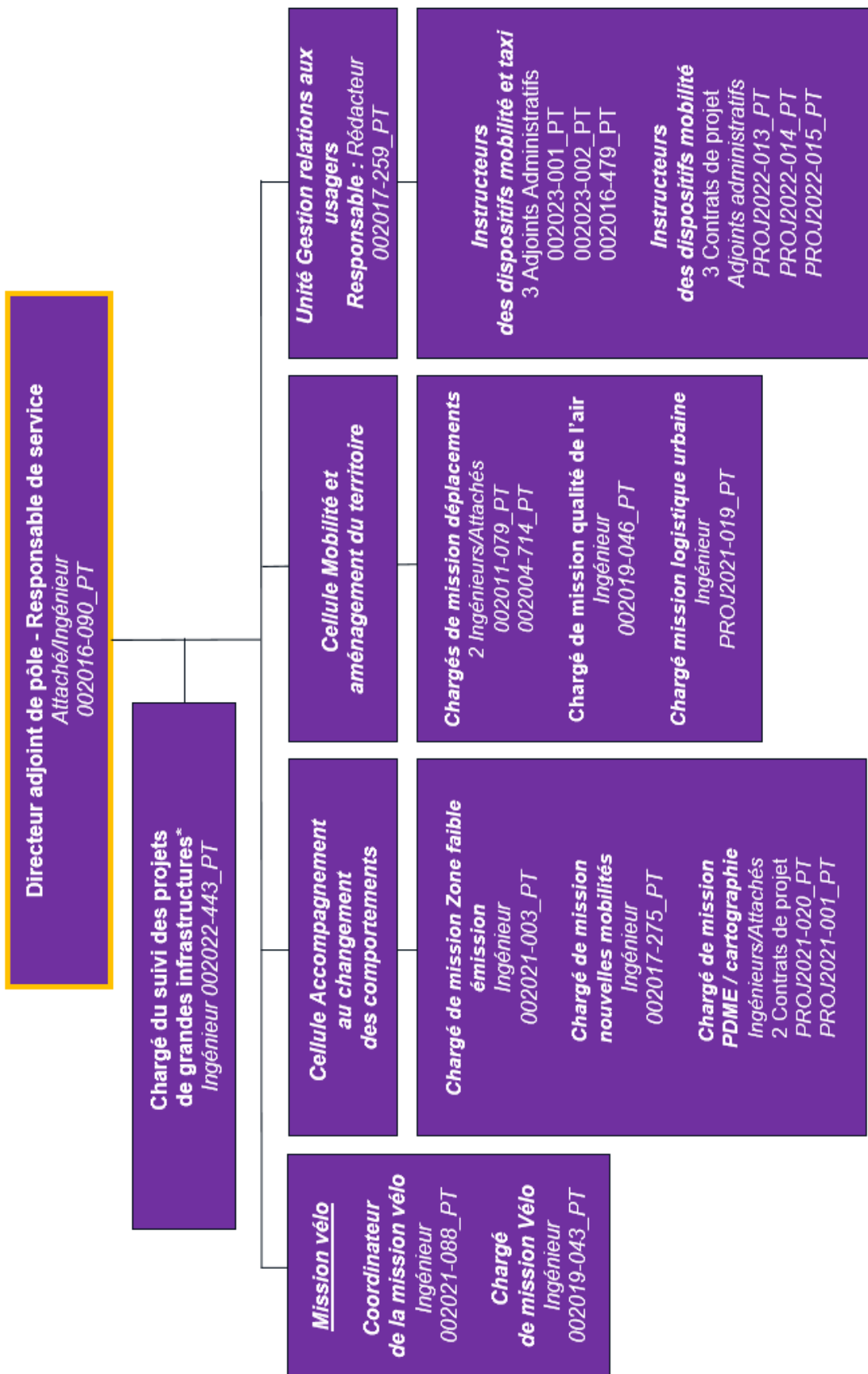
Organigramme - Pôle des mobilités



Organigramme - Service Ressources

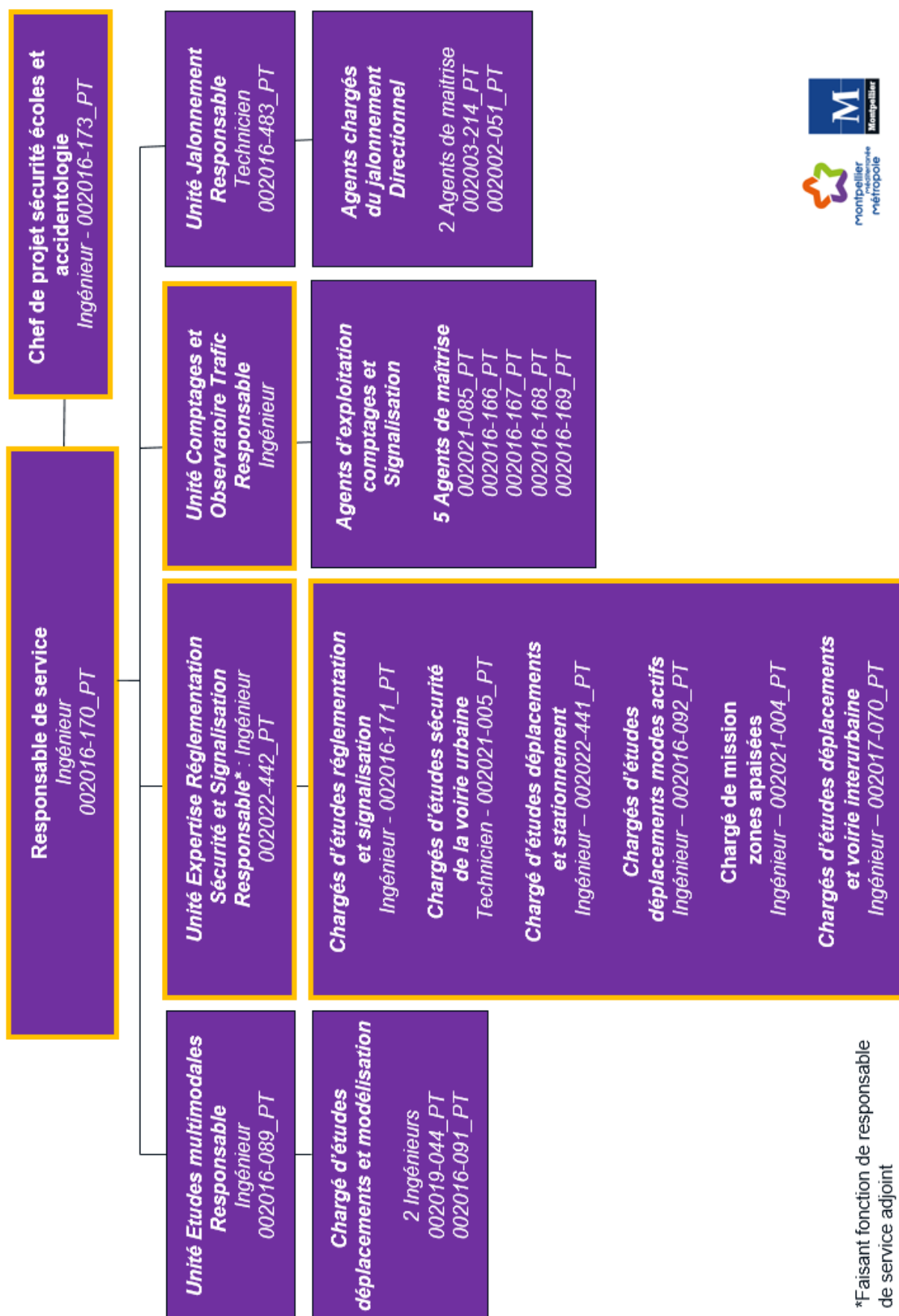


Organigramme - Service Conduite des stratégies de mobilité



*Faisant fonction de responsable de service adjoint

Organigramme - Service Déplacements Opérationnels



*Faisant fonction de responsable de service adjoint

IMPACT SUR LES CONDITIONS DE TRAVAIL

Lieu de travail : les locaux de travail restent inchangés à la date de la création du service commun.

Horaires de travail : la création du service commun n'influe aucunement sur l'organisation du temps de travail mise en place en fonction des besoins et spécificités des services. Les aménagements du temps de travail sont organisés selon les dispositifs en vigueur à la Métropole. L'harmonisation de la politique RH des deux collectivités garantit à terme la continuité des conditions de travail entre la Ville et la Métropole.

Outils de travail : Les outils de travail nécessaires à l'exercice des missions restent les mêmes et évolueront le cas échéant en fonction des besoins spécifiques à chaque service.

IMPACTS SUR LA REMUNERATION

Outre les éléments statutaires de rémunération qui continuent d'être versés selon les conditions réglementaires en vigueur, en application de l'article L. 5111-7 I. du Code Général des Collectivités Territoriales, les agents transférés dans le service commun conservent, s'ils y ont intérêt, le bénéfice du régime indemnitaire qui leur était applicable ainsi que, à titre individuel, les avantages acquis en application du troisième alinéa de l'article 111 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale.

En application de l'article L. 5111-7 I bis., les agents conservent, s'ils y ont intérêt, le bénéfice des participations qui leur étaient applicables au titre d'un label prévu au même article 88-2 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 précitée.

Annexe 2 – Notice de calcul

Les frais afférents aux missions exercées par les services communs sont partagés entre la Métropole et la Ville selon les modalités suivantes :

Masse salariale du service commun	A
Frais personnel support (DRH, finances...)	$6 \% \times A = B$
Frais de structure	$3\% \times (A+B) \times C = D$

L'entité gestionnaire du service commun facture la masse salariale du service commun à hauteur de la clé de répartition (A).

L'entité gestionnaire du service commun facture les frais de personnel support à hauteur de la clé de répartition (B).

L'entité qui héberge le service commun facture les frais de structure à hauteur de la clé de répartition (D).

Dans le cas présent, la clé appliquée est la suivante :

Métropole	Ville
100 %	0 %

NB : La collectivité qui héberge physiquement le service commun refacture, à l'autre les frais de structure (3%) correspondants à la clef de répartition.

Si les 2 collectivités hébergent physiquement des agents, elles se refacturent l'une et l'autre des frais de structure.

Annexe 3 – Liste des postes mutualisés

Collectivité d'origine	Libellé service cible	Code du poste	Libellé poste cible
Métropole	DGS/PMOB	002021-069_PT	Directeur du Pôle des Mobilités
Métropole	DGS/PMOB/CSM	002016-090_PT	Responsable du Service conduite des stratégies de mobilité -
Métropole	DGS/PMOB/RESS	002003-153_PT	Responsable du service Ressources
Métropole	DGS/PMOB/RESS	002004-103_PT	Assistant administratif et RH
Métropole	DGS/PMOB/RESS	002005-023_PT	Assistant administratif et RH
Métropole	DGS/PMOB/DO	002016-170_PT	Responsable du service Déplacements Opérationnels
Métropole	DGS/PMOB/DO	002016-173_PT	Chef de projet sécurité écoles et accidentologie
Métropole	DGS/PMOB/DO/COT	002016-172_PT	Responsable de l'Unité Comptages et Observatoire Trafic
Métropole	DGS/PMOB/DO/ESRS	002022-442_PT	Responsable de l'Unité Expertise Réglementation Sécurité et Signalisation
Métropole	DGS/PMOB/DO/ESRS	002016-171_PT	Chargé d'étude réglementation et signalisation
Métropole	DGS/PMOB/DO/ESRS	002017-170_PT	Chargé d'étude déplacements et voirie interurbaine
Métropole	DGS/PMOB/DO/ESRS	002021-004_PT	Chargé de mission zones apaisées
Métropole	DGS/PMOB/DO/ESRS	002021-005_PT	Chargé d'étude sécurité de la voirie urbaine
Métropole	DGS/PMOB/DO/ESRS	002022-441_PT	Chargé d'étude déplacements et stationnement
Métropole	DGS/PMOB/DO/ESRS	002016-092_PT	Chargé d'étude déplacements modes actifs



AVENANT CONVENTION SERVICE COMMUN PÔLE BIODIVERSITE PAYSAGES AGROECOLOGIE ET ALIMENTATION

SOMMAIRE

Article 1 : Objet	2
Article 2 : Conditions générales.....	3
Article 3 : Responsabilité	3
Article 4 : Transfert de l'autorité	4
Article 5 : Situation du personnel mutualisé.....	4
Article 6 : Modalités financières.....	4
Article 7 : Durée résiliation	5
Article 8 : Litiges.....	5

Entre **Montpellier Méditerranée Métropole**, représentée par Monsieur Joël Raymond, Vice-Président délégué aux Ressources Humaines et au Dialogue social, dûment habilité par délibération en date du 17 décembre 2020, ci-après dénommé « la Métropole », d'une part,

Et **La Ville de Montpellier**, représentée par Monsieur Michel ASLANIAN, Adjoint au Maire délégué aux Finances, à l'évaluation des politiques publiques, aux Ressources Humaines et au Dialogue social, dûment habilité par délibération en date du 14 décembre 2020, ci-après dénommé « la Ville », d'autre part.

Vu Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment son article L.5211-4-2,

Vu Les avis des Comités sociaux territoriaux de la Métropole et de la Ville en date respectivement des **XX** juin 2024 et **XX** juin 2024,

Vu Les délibérations n°M2024-**XXX** de la Métropole en date du **XX** juillet 2024 et n° V2024-**XXX** de la Ville en date du **XX** juillet 2024,

PREAMBULE

Les lois **n°2010-1563** du 16 décembre 2010, **n°2012-281** du 29 février 2012, **n°2014-58** du 27 janvier 2014 ainsi que la loi NOTRe **n°2015-991** du 7 août 2015 ont défini un cadre juridique pour la mise en œuvre de services communs entre un établissement public de coopération intercommunale à fiscalité propre et une ou plusieurs de ses communes membres, en dehors des compétences transférées.

Par convention en date du 22 décembre 2014, la Communauté d'Agglomération de Montpellier et la Ville de Montpellier ont créé un service commun de direction générale des services, cette mutualisation concernait le seul poste de Directeur général des services.

Le décret **n°2014-1605** du 23 décembre 2014 a créé la métropole dénommée « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier. Concomitamment à cette évolution, la Métropole et la Ville ont renforcé leur démarche de mutualisation et progressivement élargi le service commun de direction générale des services à l'ensemble de la ligne de direction générale.

Aux côtés du Directeur Général des Services et des Directeurs Généraux Délégués, les pôles seront les garants de la mise en œuvre des politiques publiques, des objectifs et du délai de réalisation.

Le présent avenant s'inscrit dans le cadre de la mise en place d'une nouvelle organisation des services dont l'ambition est d'offrir plus de lisibilité, de transparence et une meilleure efficacité de fonctionnement, en cohérence avec les objectifs de politiques publiques.

Le service commun du Pôle Biodiversité Paysages Agroécologie et Alimentation créé par délibération des assemblées délibérantes de la Métropole et de la Ville de Montpellier en date respectivement des 14 et 16 décembre 2021 ne comprend à ce jour que le poste de directeur de pôle. Il convient d'élargir le service commun du pôle Biodiversité Paysages Agroécologie et Alimentation afin d'accompagner la mise en œuvre de la réorganisation qui permettra de répondre à 3 enjeux stratégiques : la préservation de la biodiversité locale et méditerranéenne, l'animation de la politique agro-écologique et alimentaire, et le développement et la gestion patrimoniale des espaces propriétés de la Ville et de Montpellier Méditerranée Métropole dédiés à la nature et à l'agroécologie

IL A ETE CONVENU ET ARRETE CE QUI SUIT :

Article 1 : Objet

La mise en place de ce service commun s'exerce dans les conditions fixées par le présent avenant, en vertu de l'article L.5211-4-2 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Le mot mutualisation et le verbe mutualiser caractérisent ainsi la situation de mise en commun visée au précédent alinéa.

Le présent avenant a pour objet de définir entre la Métropole et la Ville de Montpellier, les modalités relatives au **service commun du Pôle Biodiversité Paysages Agroécologie et Alimentation**.

Le service commun porte sur :

- Le poste de directeur du pôle Biodiversité Paysages Agroécologie et Alimentation (BP2A)
- Le poste d'assistant de pôle
- Le service Ressources du pôle dans son entièreté
- Le poste de chargé de mission biodiversité et culture scientifique
- Le poste de directeur délégué Nature Agroécologie et Paysages (DDNAP)
- Le poste de responsable de Service Ingénierie Agroécologie
- Les postes de coordinateur aménagement agroécologique, de chargé de mission observatoire agriculture et transition agroécologique, de chargé de travaux agricoles et de surveillant de travaux agricoles
- Le poste de directeur délégué Médiation Ecologique (DDME)
- Le poste d'assistant de direction
- Le service Animation Territoriale dans son entièreté
- Le poste de directeur délégué Développement du Système Alimentaire Territorial (DDDSAT)
- Le poste d'assistant de direction

Article 2 : Conditions générales

Ce service commun est géré par la Métropole, où est établie sa résidence administrative.

La Métropole est habilitée à pourvoir aux remplacements et renforts des effectifs nécessaires.

Elle met en œuvre, le cas échéant, les créations et suppressions de postes proposées par la direction générale mutualisée.

Article 3 : Responsabilité

Chaque collectivité restera responsable, vis-à-vis des tiers, des décisions prises dans le cadre de l'exercice de ses compétences. Par conséquent, les initiatives et décisions à prendre par chacune des collectivités relèveront des autorités et organes qui lui sont propres.

Ainsi, la Métropole et la Ville assumeront chacune et indépendamment la responsabilité des actes et décisions, contrats et engagements de toute nature nonobstant l'intervention du service commun.

De même, la Métropole et la Ville conserveront chacune et indépendamment, la complète responsabilité du processus de décision et des décisions relatives aux domaines de compétences relevant de leurs propres services.

Article 4 : Transfert de l'autorité

En fonction de la mission réalisée, le service commun est placé sous l'autorité fonctionnelle du Président de la Métropole ou sous celle du Maire de la Ville.

Le Président ou le Maire adresse directement toutes instructions nécessaires à l'exécution des tâches qu'il lui confie.

Le Président ou le Maire peut donner, par arrêté, sous sa surveillance et sa responsabilité, délégation de signature pour l'exécution des missions qui lui sont confiées.

Article 5 : Situation du personnel mutualisé

Les fonctionnaires et agents non titulaires qui remplissent en totalité leurs fonctions dans le service mis en commun sont transférés de plein droit, selon les conditions prévues par la fiche d'impact annexée à la présente (annexe 1).

Les personnels du service commun sont gérés par la Métropole, qui exerce tous les pouvoirs de l'autorité hiérarchique et territoriale à l'égard de ses agents.

A ce titre la Métropole est notamment compétente pour les décisions relatives à la carrière, la rémunération, la formation, l'organisation, les congés, les conditions et la durée du travail.

La Métropole procède à l'évaluation annuelle et exerce le pouvoir disciplinaire, le cas échéant après avoir été saisie par la Ville.

La Commission Administrative Paritaire et le Comité Social Territorial compétents sont ceux de la Métropole. Les règles d'avancement de grade et de promotion interne sont celles fixées par les lignes directrices de gestions approuvées par la Métropole.

Le service commun relève, selon les règles établies par la Métropole, de ses avantages salariaux et des prestations de son Comité d'actions sociales, sportives et culturelles.

Article 6 : Modalités financières

Les frais afférents aux missions exercées par les services communs (masse salariale, fournitures, locaux, téléphone, assurances...) sont partagés entre la Métropole et la Ville selon la clé de répartition suivante :

Métropole	Ville
36%	64%

Le remboursement est effectué semestriellement selon les modalités de calculs détaillées en annexe 2.

Le Président de la Métropole ou le Maire de la Ville peuvent solliciter la révision des clefs de répartition, dans la limite d'une révision annuelle. La révision est décidée d'un commun accord.

En revanche, les besoins nécessaires au fonctionnement distinct de chacune des entités (fournitures, services et travaux en lien avec les compétences exercées, logiciels...) feront l'objet de commandes (marchés) au nom de chaque membre bénéficiaire du service commun.

Dans ce dernier cas, chaque entité pourra soit actionner son propre marché ou convenir de passer un groupement de commande entre la Métropole et la Ville. Il appartiendra à chaque convention d'en définir les modalités pratiques et financières.

Article 7 : Durée résiliation

Les conventions de services communs conclues entre la Ville et la Métropole sont reconduites de manière expresse et sans limitation de durée.

La présente convention entrera en vigueur le 1^{er} du mois suivant la signature de la convention.

Elles pourront être dénoncées par le Président ou le Maire à tout moment par courrier. Cette décision fait l'objet d'une information des assemblées délibérantes de chacune des collectivités et prend effet au premier jour du mois suivant cette information.

Article 8 : Litiges

La Métropole et la Ville s'engagent à rechercher une solution amiable à tout litige pouvant survenir dans l'exécution des présentes. A défaut de résolution amiable, le Tribunal Administratif de Montpellier sera compétent.

Fait à Montpellier le _____

Pour Montpellier Méditerranée Métropole,
ci-dessus dénommée « La Métropole »

Pour la Ville de Montpellier, ci-dessus
dénommée « La Ville »

Le Vice-Président délégué aux Ressources
Humaines et au Dialogue Social,

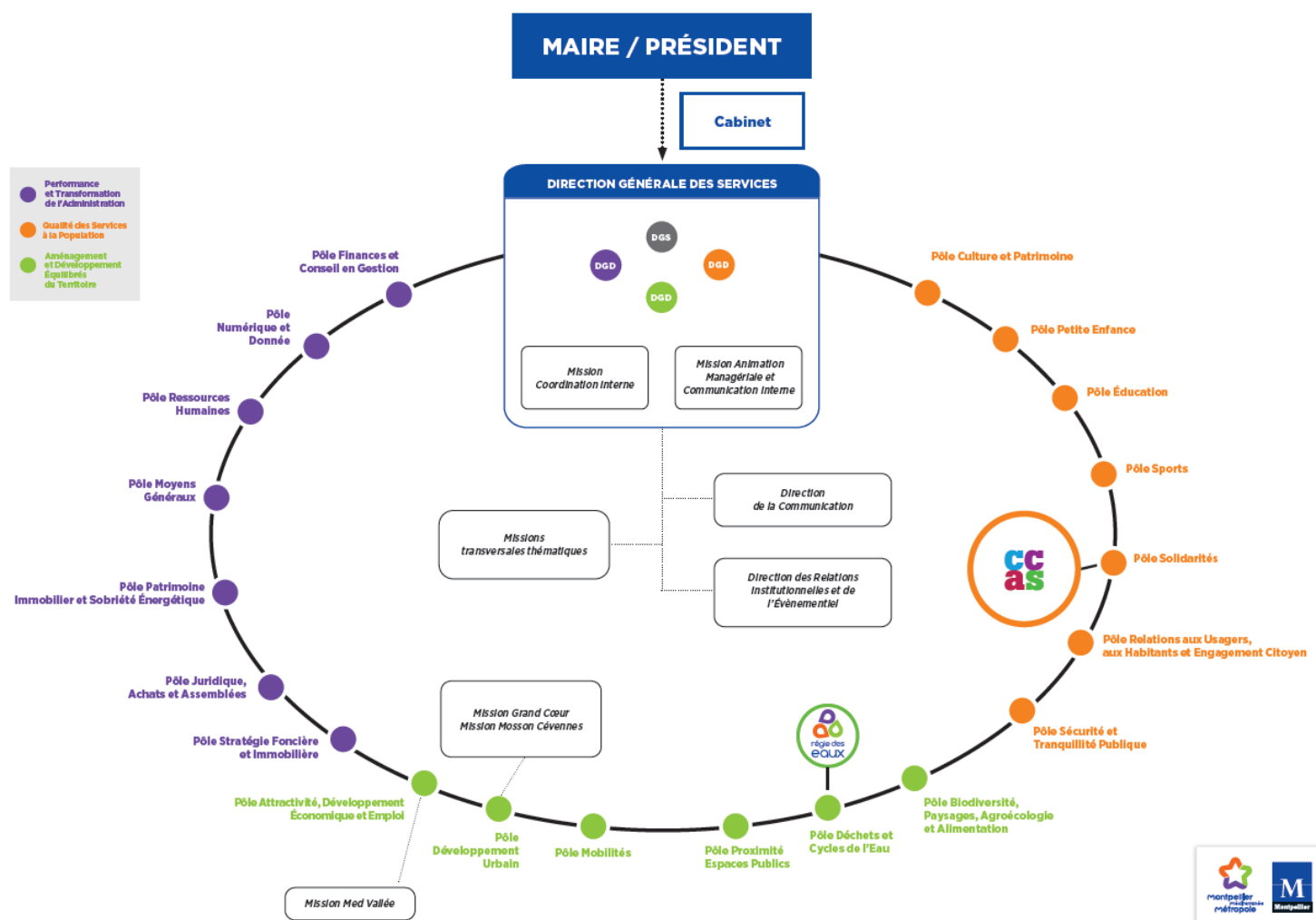
L'adjoint au Maire, délégué aux Finances, à
l'évaluation des politiques publiques, aux
Ressources humaines et au Dialogue social,

Joël RAYMOND

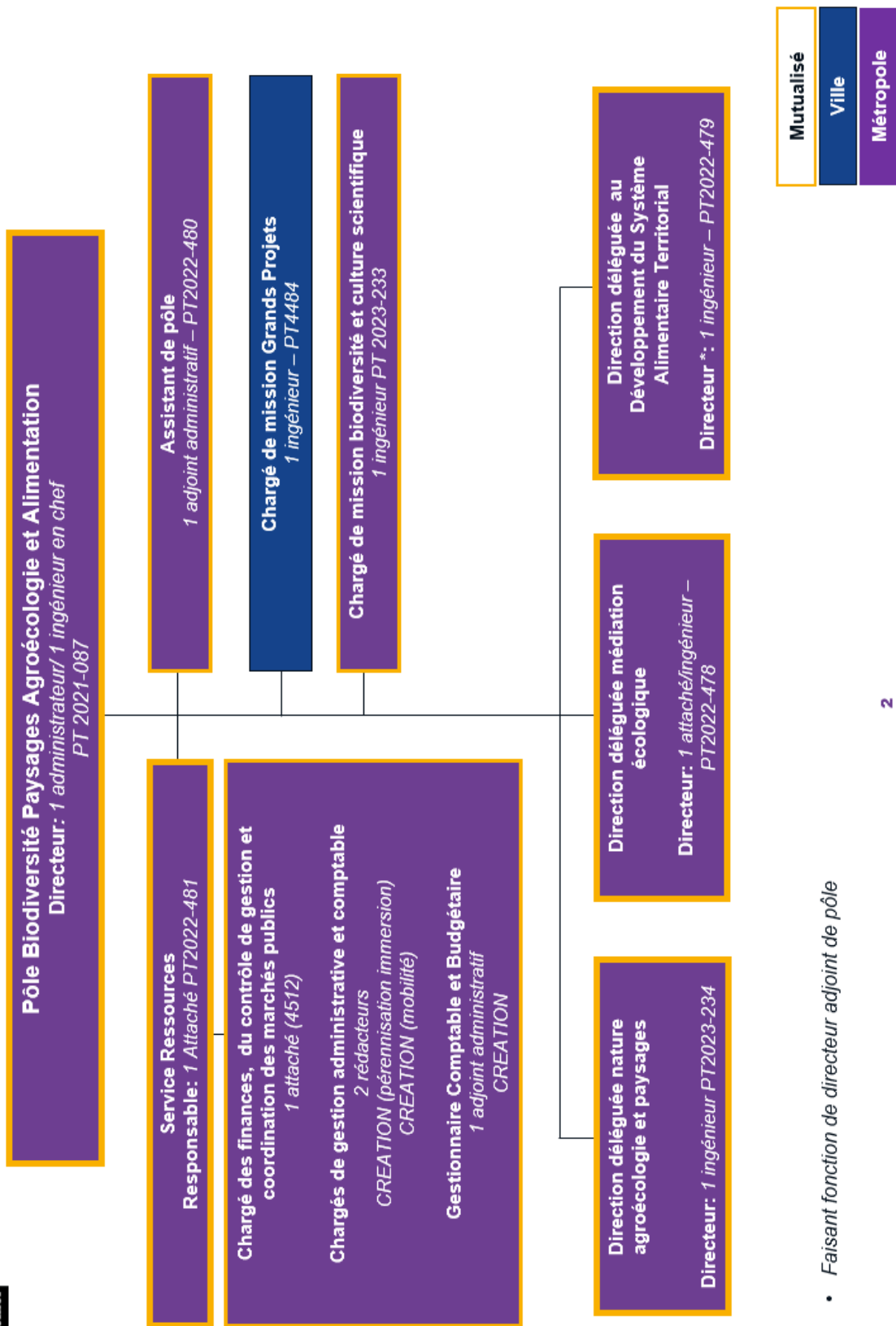
Michel ASLANIAN

Annexe 1 – Fiches Impact

IMPACT SUR L'ORGANISATION

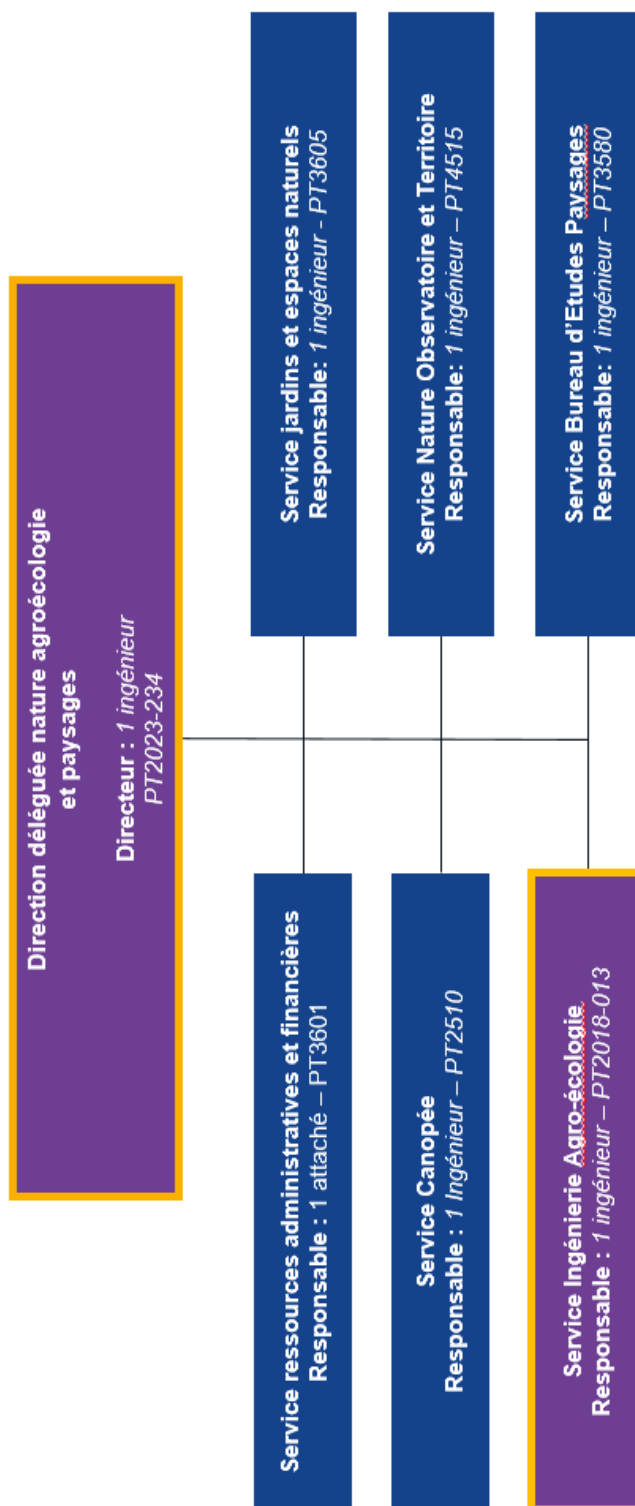


Organigramme Pôle Biodiversité Paysages Agroécologie et Alimentation



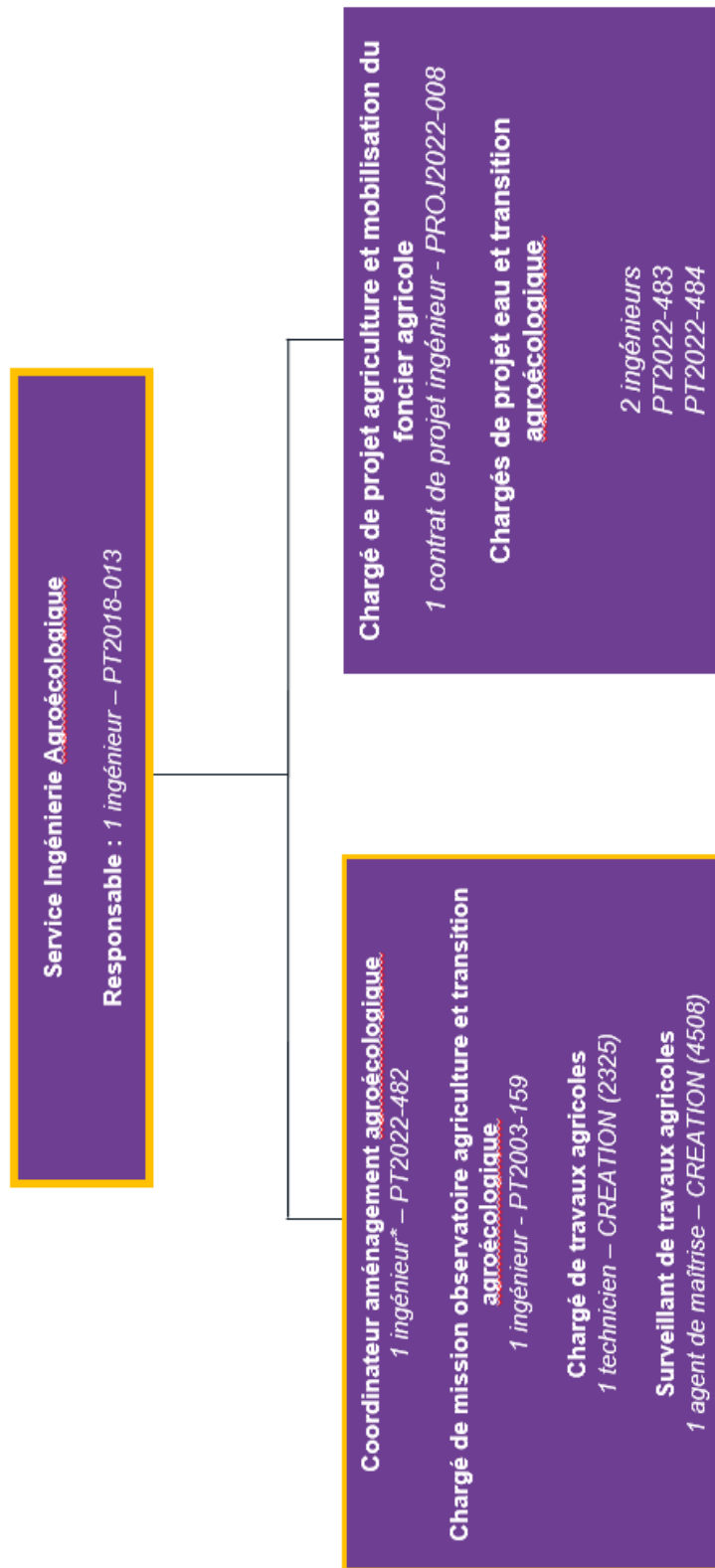
- Faisant fonction de directeur adjoint de pôle

Organigramme Direction déléguée nature agroécologie et paysages



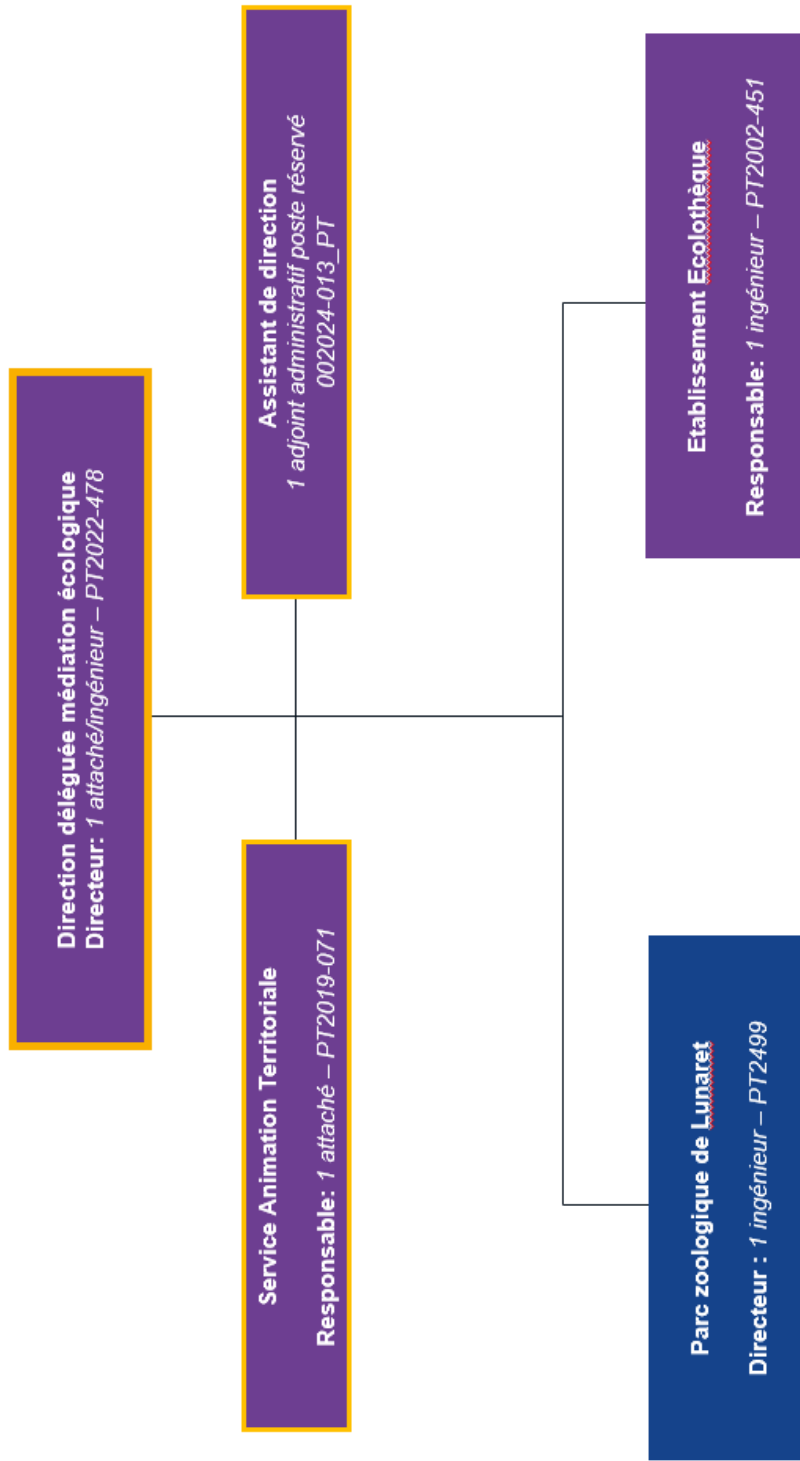
Mutualisé
Ville
Métropole

Organigramme Service ingénierie agroécologie



*Faisant fonction de responsable de service adjoint

Organigramme Direction déléguée médiation écologique



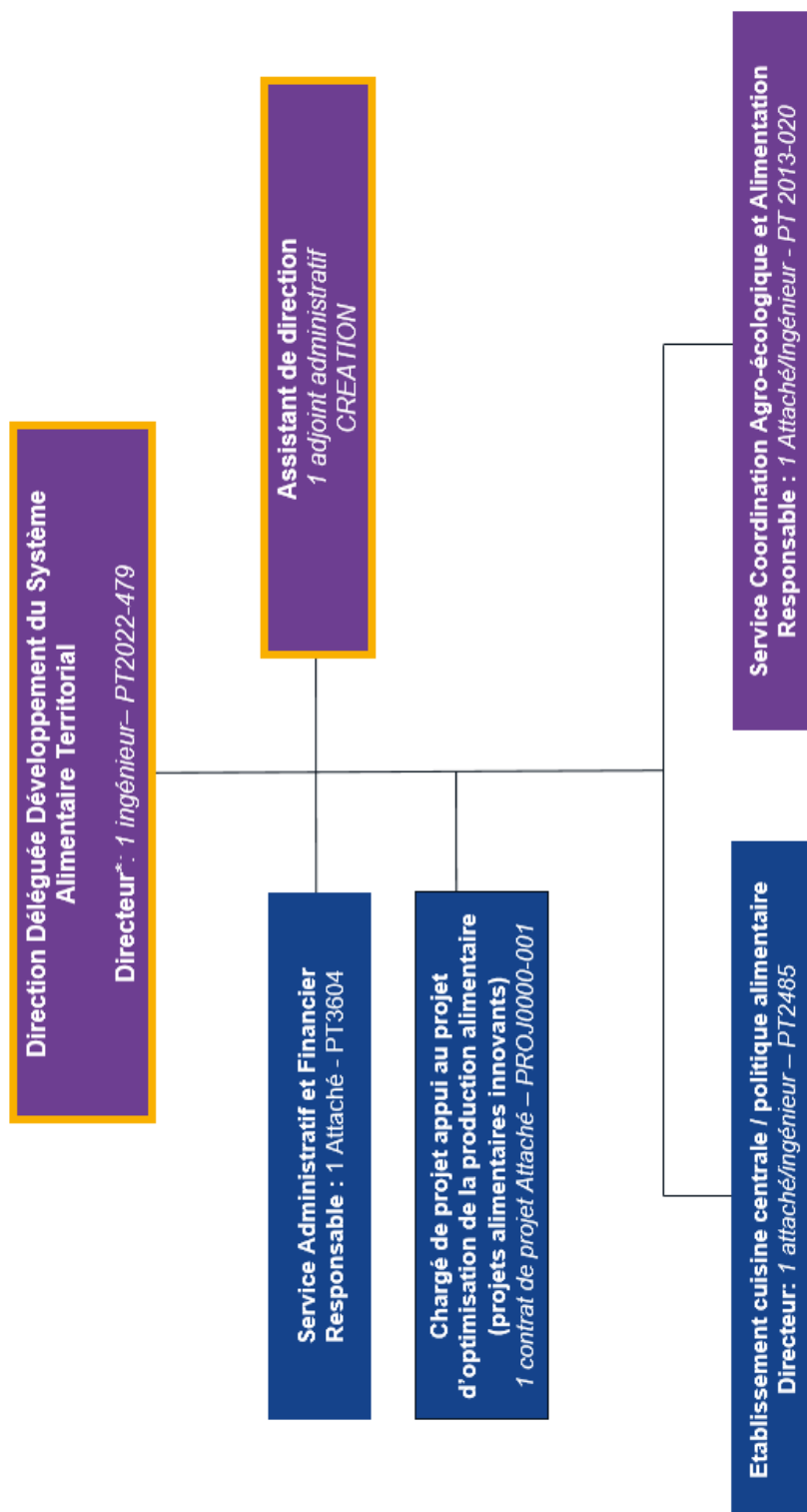
Mutualisé
Ville
Métropole

Organigramme Service Animation Territoriale (5 postes)



Mutualisé
Ville
Métropole

Organigramme Direction Déléguée Développement du Système Alimentaire Territorial



* Faisant fonction de directeur adjoint de pôle

Mutualisé
Ville
Métropole

IMPACT SUR LES CONDITIONS DE TRAVAIL

Lieu de travail : les locaux de travail restent inchangés à la date de la création du service commun.

Horaires de travail : la création du service commun n'influe aucunement sur l'organisation du temps de travail mise en place en fonction des besoins et spécificités des services. Les aménagements du temps de travail sont organisés selon les dispositifs en vigueur à la Métropole. L'harmonisation de la politique RH des deux collectivités garantit à terme la continuité des conditions de travail entre la Ville et la Métropole.

Outils de travail : Les outils de travail nécessaires à l'exercice des missions restent les mêmes et évolueront le cas échéant en fonction des besoins spécifiques à chaque service.

IMPACTS SUR LA REMUNERATION

Outre les éléments statutaires de rémunération qui continuent d'être versés selon les conditions réglementaires en vigueur, en application de l'article L. 5111-7 I. du Code Général des Collectivités Territoriales, les agents transférés dans le service commun conservent, s'ils y ont intérêt, le bénéfice du régime indemnitaire qui leur était applicable ainsi que, à titre individuel, les avantages acquis en application du troisième alinéa de l'article 111 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale.

En application de l'article L. 5111-7 I bis., les agents conservent, s'ils y ont intérêt, le bénéfice des participations qui leur étaient applicables au titre d'un label prévu au même article 88-2 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 précitée.

Annexe 2 – Notice de calcul

Les frais afférents aux missions exercées par les services communs sont partagés entre la Métropole et la Ville selon les modalités suivantes :

Masse salariale du service commun	A
Frais personnel support (DRH, finances...)	$6 \% \times A = B$
Frais de structure	$3\% \times (A+B) \times C = D$

L'entité gestionnaire du service commun facture la masse salariale du service commun à hauteur de la clé de répartition (A).

L'entité gestionnaire du service commun facture les frais de personnel support à hauteur de la clé de répartition (B).

L'entité qui héberge le service commun facture les frais de structure à hauteur de la clé de répartition (D).

Dans le cas présent, la clé appliquée est la suivante :

Métropole	Ville
36 %	64 %

NB : La collectivité qui héberge physiquement le service commun refacture, à l'autre les frais de structure (3%) correspondants à la clef de répartition.

Si les 2 collectivités hébergent physiquement des agents, elles se refacturent l'une et l'autre des frais de structure.

Annexe 3 – Liste des postes mutualisés

Collectivité d'origine	Libellé service cible	Code du poste	Libellé poste cible
Métropole	DGS/PBP2A	002021-087_PT	Directeur de Pôle Biodiversité Paysages Agroécologie et Alimentation
Métropole	DGS/PBP2A	002022-480_PT	Assistante de pôle
Métropole	DGS/PBP2A	002022-481_PT	Responsable du service Ressources
Ville	DGS/PBP2A	CREATION (4512)	Chargé des finances, du contrôle de gestion et coordination des marchés publics
Ville	DGS/PBP2A	CREATION	Chargé de gestion administrative et comptable
Ville	DGS/PBP2A	CREATION	Chargé de gestion administrative et comptable
	DGS/PBP2A	CREATION	Gestionnaire comptable et budgétaire
Ville	DGS/PBP2A	002023-233_PT (2514)	Chargé de mission biodiversité et culture scientifique
Ville	DGS/PBP2A/DDNAP	002023-234_PT (2507)	Directeur délégué Nature Agroécologie et Paysages
Métropole	DGS/PBP2A/DDNAP/SIA	002018-013_PT	Responsable du service Ingénierie Agro-écologie
Métropole	DGS/PBP2A/DDNAP/SIA	002022-482_PT	Coordinateur aménagement Agro-écologique
Métropole	DGS/PBP2A/DDNAP/SIA	002003-159_PT	Chargé de mission observatoire agriculture et transition agro-écologique
Ville	DGS/PBP2A/DDNAP/SIA	CREATION (2325)	Chargé de travaux agricoles
Ville	DGS/PBP2A/DDNAP/SIA	CREATION (4508)	Surveillant de travaux agricoles
Métropole	DGS/PBP2A/DDMED	002022-478_PT	Directeur délégué Médiation Ecologique
Ville	DGS/PBP2A/DDMED	002024-013_PT	Assistant de direction
Métropole	DGS/PBP2A/DDMED/AT	002019-071_PT	Responsable du service Animation Territoriale
Métropole	DGS/PBP2A/DDMED/AT	002011-047_PT	Assistant administratif, financier et comptable
Métropole	DGS/PBP2A/DDMED/AT	002004-374_PT	Chargé de projet Réseau de professionnels médiation écologique
Métropole	DGS/PBP2A/DDMED/AT	002023-230_PT	Chargé de projet élargissement des publics et développement de l'offre
Métropole	DGS/PBP2A/DDMED/AT	002002-350_PT	Coordinateur de communication
Métropole	DGS/PBP2A/DDDSAT	002022-479_PT	Directeur délégué Développement du Système Alimentaire Territorial
Métropole	DGS/PBP2A/DDDSAT	CREATION	Assistant de direction